PrÉsidence

de la Paris, le 6 octobre 2014

République

NOTE

 à Monsieur le Président de la République

 ----

s/c de Monsieur le Secrétaire General

***Objet : Questions d’actualité SIG - 5 octobre 2014***

1. **Réception du budget**
* **59% des Français ont entendu parler du projet de budget présenté cette semaine**, dont 22% déclarent « *savoir précisément de quoi il s’agit* » - soit des pourcentages relativement élevés.
* **Mais le défi d’explication est encore très important**. Pour ceux qui déclarent avoir entendu parler du projet de budget :
* 23% estiment les mesures annoncées sont « *justes* » (dont 38% à gauche 15% à droite).
* 15% les jugent « *efficaces pour vraiment réduire les déficits publics* » (25% à gauche et 9% à droite).
* 32% estiment que les économies « *portent sur des secteurs où il est nécessaire de faire des économies* » (dont 39% à gauche et 27 à droite) ;
* **L’opinion a avant tout perçu un effort demandé aux familles et aux retraités**.

De l’avis des personnes interrogées, les catégories qui vont être les plus mises à contribution sont d’abord « *les familles* » (44%, contre 34% en mai lorsque le plan d’économie avait été annoncées) et « *les retraités* » (41%, contre 31% en mai). Viennent ensuite « *les salariés du privé* » (26%, soit 4 points de moins qu’en mai dernier), « *les PME* » (24 contre 36%, ce qui peut montrer que les efforts fait en faveur des PME sont davantage entendus que par le passé), puis « *les fonctionnaires* » (22% contre 25%) et « *les chômeurs* » (14% contre 9% - possible impact des propos de F. Rebsamen).

* **Mais comme toujours, chacun soupçonne l’autre d’être davantage préservé que soi ; et les classes moyennes se sentent les grandes perdantes**.

63% des retraités pensent qu’ils seront les premiers mis à contribution, alors que seuls 32% des actifs pensent que les retraités seront les premiers mis à contribution.

Les salariés du privé pensent qu’ils seront davantage mis à contribution que les fonctionnaires (38/18), alors que les fonctionnaires s’estiment bien davantage touchés que les salariés du privé (44/14).

Les CSP+ pensent à 60% que les CSP- seront les plus préservées ; tandis que les CSP- et les professions intermédiaires pensent (à 54% et 56%) que les CSP+ seront les plus épargnés.

Chez les électeurs de F. Hollande, 53% pensent que les privilégiés seront les moins touchés (contre 39% qui voient les défavorisés protégés) ; chez les électeurs de N. Sarkozy 54% pensent que les défavorisés seront préservés (contre 31% qui pensent que les privilégiés seront épargnés).

Dans tout cela, les classes moyennes sont vues comme les principales oubliées : 12% seulement des Français pensent qu’elles seront préservées (dont 4% des professions intermédiaires).

* **La classe politique n’échappe pas à une forte demande de se soumettre elle-aussi à des efforts, même symboliques** - l’essentiel étant de montrer qu’elle ne s’exonère pas de la mise à contribution qu’elle demande aux autres.

Ainsi 70% des Français estiment que la réduction du nombre d’élus est « *une mesure d’économie essentielle, car les élus doivent montrer l’exemple* », contre 29% qui pensent que c’est « *un gadget de communication, car ce n’est pas ainsi qu’on fera beaucoup d’économies* ».

Beaucoup de commentaires en ligne, cette semaine, se concentraient également sur ce thème : « *les seuls pour qui ce n’est pas douloureux, c’est nos politiques : malgré leurs échecs, ils gardent leurs privilèges* ». « *Ce sont toujours les mêmes qui trinquent ! En particulier les Français moyens qui bossent. Jamais les ministres, les députés, sénateurs et autres hauts fonctionnaires* ». « *Assez de subir une crise pendant que ceux qui ne la subissent pas demandent aux Français de se serrer encore plus la ceinture* ».

* **Concernant quelques mesures particulières :**
* 37% seulement pensent que la **suppression de la première tranche de l’IR** rend le système « ***plus juste*** ». Le sentiment que moins de personnes vont contribuer semble soulever un sentiment d’injustice plus important que la satisfaction de voir l’impôt diminuer.
* Sur la **politique familiale**, les jugements sont plus nuancés : lorsqu’on leur explique que les économies réalisées ne représentent « que » 700 millions sur 21 milliards, 42% estiment que ces économies sont « *trop importantes* » (dont 46% des sympathisants de gauche) ; mais 30% les jugent « *juste comme il faut* » et 26% « *pas assez importantes* » (dont 29% des sympathisants de droite).
* **Reste qu’il n’y a toujours pas beaucoup de doutes sur la nécessité de principe de faire des économies.** 60% des Français déclarent ainsi que « *si le gouvernement parvient à réaliser les 21 milliards d’économies annoncées, une étape importante aura été franchie pour résoudre le problème de la dette* » (et même 71% des sympathisants de gauche).

**Et aucun secteur n’échappe à l’acceptation de ces économies** : lorsqu’on leur demande sur quels postes des efforts supplémentaires pourraient être réalisés (excluant retraites et santé, dont on sait que les Français souhaitent qu’ils soient préservés), les personnes interrogées mentionnent d’abord « *le nombre de fonctionnaires* » (44%, y compris 38% à gauche et 51% à droite) et « *le budget des armées* » (37%), puis « *les prestations logement et l’aide aux familles* » (32%, l’opinion n’est pas à une contradiction près), « *les allocations chômage* » (30%) et enfin « *le soutien aux associations* » (24%).

* *La « concrétisation » perçue de l’effort demandé ne vient pas, à ce stade, accréditer l’idée que le gouvernement fait des économies réelles, efficaces et justes.*

*La réception perlée, sujet par sujet, empêche sans doute de percevoir l’équilibre d’ensemble des mises à contribution - chacun semble se regarder en chien de faïence, guettant ceux qui seraient exonérée.*

*Elle ne met pas non plus en lumière l’ampleur du virage amorcé par ce budget - qui répond pourtant à une attente de l’opinion et pourrait être l’un des gains politiques à attendre.*

*Enfin des mesures symboliques concernant la classe politique pourraient être, à un certain stade, nécessaires pour rendre plus acceptables les efforts demandés à tous.*

1. **Famille : Congé parental et GPA**
* La question de la semaine dernière sur le congé parental, dont la formulation était très positive, a été reformulée. Pour autant, et malgré les polémiques médiatiques de cette semaine, **les deux tiers des Français se déclarent favorables à « *ce que les 3 ans de congé parental soient maintenus, mais répartis égalitairement entre le père et la mère, c’est à dire 18 mois maximum pour chacun* »**. C’est même 4 points de plus que le week-end dernier - preuve qu’il existe un vrai soutien de principe dans l’opinion à cette mesure, à gauche (70%) et à droite (62%).
* S’agissant de la GPA, **56% des Français se déclarent favorables à ce que « *la France reconnaisse les enfants dont les parents sont Français mais qui sont nés d’une mère porteuse à l’étranger* »**. Le sujet divise cependant politiquement : 64% sont favorables à gauche ; 48% à droite. Ces résultats sont très proches de ceux d’un sondage publié dimanche par l’Association des Familles Homoparentales : 55% de Français se disent « *favorables à la GPA dans un cadre réglementé* » ; 60% « *pour les couples hétérosexuel* » mais seulement 41% « *pour les couples homosexuels* ».

**L’avis de la CEDH divise** : présentée comme pris « *au nom de l'intérêt supérieur de l'enfant, la Cour européenne des droits de l'homme a condamné la France pour avoir refusé de transcrire dans son état-civil les actes de naissance d'enfants nés à l'étranger par mère porteuse* », 51% des Français l’approuvent ; en revanche, seuls 44% se disent d’accord avec l’argument utilisé par M. Valls cette semaine selon lequel « *reconnaître les enfants nés de mères porteuses à l’étranger reviendrait à terme à normaliser et légaliser la GPA en France* ». Sur un sujet aussi complexe, les débats juridiques sont cependant probablement trop loin de la compréhension de l’opinion pour être réellement mesurés par des sondages.

1. **Irak et terrorisme**
* **60% des Français sont favorables** à ce que « *la France participe à des bombardements aériens en Irak dans le cadre d’une coalition avec notamment les Etats-Unis* », soit un **chiffre inchangé** par rapport à la semaine dernière.

**62% font confiance** au gouvernement pour « ***assurer la protection*** *des Français en cas d’actions ou de menaces terroristes* », soit 4 points de plus que la semaine dernière (y compris 54% à droite).

1. **Ebola**
* **55% des Français se déclarent « *inquiets* »** de la propagation du virus Ebola, soit **15 points de plus qu’en août dernier** - 19% sont même « très inquiets ». Il s’agit d’une progression importante, qui pourrait encore se renforcer à mesure des cas révélés.

**63% déclarent avoir « *confiance dans le gouvernement pour assurer la protection des Français en cas d’épidémie du virus Ebola en France* »**.

 Adrien ABECASSIS